



Chères Suissesses et Chers Suisses

Le 1^{er} août, fête nationale de notre magnifique pays, est chaque année l'occasion de marquer un temps de réflexion, de jeter un regard sur le passé et de manifester notre gratitude.

Nous sommes reconnaissants parce que des siècles durant les guerres ont épargné notre pays et aussi parce que nous bénéficions d'une prospérité et d'une qualité de vie élevées. Mais nous avons aussi de la gratitude pour nos ancêtres qui ont créé les bases de ce bien-être.

2015 est une année particulière en termes historiques: 700^e anniversaire de la bataille de Morgarten, 500^e anniversaire de la bataille de Marignan, 200^e anniversaire du Congrès de Vienne.

Morgarten, la première importante victoire des Confédérés sur la grande puissance des Habsbourg, a donné confiance et assurance à la jeune Confédération. Marignan, 200 ans plus tard: cette bataille perdue a mis fin aux velléités d'expansion de l'ancienne Confédération et elle peut être considérée comme la date de naissance de la politique de neutralité de notre pays, neutralité officiellement reconnue en Europe en 1815 lors du Congrès de Vienne.

Notre pays va bien. Ses valeurs et ses racines sont solides, ses institutions démocratiques sont uniques. La démocratie unit les différentes langues et cultures. Contrairement aux autres peuples, les Suissesses et les Suisses ont le dernier mot dans leur pays, ils forment l'instance suprême.

La défense de ces valeurs et de ces principes est un combat de tous les jours, car la menace est réelle.

L'autodétermination, notre bien suprême

L'autodétermination, la responsabilité individuelle, la liberté personnelle, le scepticisme face aux puissances ou aux souverains étrangers ainsi qu'une saine méfiance à l'égard d'un pouvoir centralisé excessif et ses réglementations font depuis toujours partie de notre identité.

Or, cette identité est de plus en plus menacée:

- des traités et des accords internationaux ainsi que des juges étrangers restreignent de plus en plus l'indépendance de notre pays!
- les décisions démocratiques prises dans l'urne ne sont appliquées que de cas en cas par le Conseil fédéral et le Parlement!

Le passé récent confirme pourtant que la Suisse va toujours mieux quand les décisions du peuple sont fidèlement appliquées. Le meilleur exemple: le peuple suisse a rejeté en 1992 l'adhésion à l'Espace économique européen, l'EEE. Notre gouvernement était frustré et avait honte du verdict populaire. Mais partant de cette décision du peuple et moyennant d'après négociations, la Suisse a finalement réussi à conclure avec ses partenaires européens, mais aussi avec beaucoup d'autres pays, des accords de remplacement qui respectent l'autodétermination et la démocratie directe. Et, surtout, qui nous mettent à l'abri des erreurs commises par l'UE.

Appliquer les décisions du peuple

L'absence de volonté politique d'appliquer les décisions du peuple est dangereuse. Elle ouvre un fossé entre la politique et la population. Si le citoyen constate que ses décisions ne sont pas appliquées, que son bulletin de vote ne



compte plus, alors il s'enferme dans une position de refus. Au lieu de s'exprimer dans l'urne, il reste chez lui et fait le poing dans sa poche conformément à la devise «A Berne, ils font de toute manière ce qu'ils veulent!»

Garder le sens de la mesure – limiter l'immigration

L'Office fédéral de la statistique a publié en juin 2015 ses pronostics concernant le développement démographique de la Suisse. Selon ces dernières estimations, le seuil des dix millions d'habitants sera franchi dans 15 ans déjà.

Ce développement inquiète beaucoup d'entre nous, notamment dans la perspective de nos descendants. Comment garantir la pérennité des vertus et des valeurs qui ont fait la force de notre pays? Comment sauvegarder les espaces vitaux? Comment financer les infrastructures et les institutions sociales?

Il y a près d'un an et demi, le peuple suisse a dit non à ce développement. Il a décidé que la Suisse doit reprendre le contrôle autonome de l'immigration sur son territoire. Garder le sens de la mesure, voilà la devise. Cette volonté exprimée par le peuple doit, elle aussi, être traduite dans les faits.

Pas de liberté sans sécurité

La tâche centrale de l'Etat est de protéger le pays et ses habitants. Il ne se passe pas un jour sans que nous soyons informés de crises, d'attentats terroristes et de guerres. Nous devons donc veiller à la sécurité de notre pays.

Nous voulons rester libres comme citoyennes et citoyens suisses, mais aussi comme pays, et c'est là que la boucle est bouclée: la liberté, l'autodétermination et l'indépendance sont des valeurs plus modernes et plus prometteuses que jamais. Nous devons en prendre soin, les vivre dans le quotidien et les transmettre aux générations suivantes.

Je vous souhaite une belle fête du premier août et je vous souhaite à tous d'avoir la force de continuer de nous battre pour la liberté, la sécurité et la prospérité de notre pays.

Toni Brunner

Bien à vous
Toni Brunner
Président UDC Suisse

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne,
www.udc.ch

Avec un don sur le CCP 30-8828-5
vous soutenez notre travail. Un grand merci!





Pour une défense nationale crédible !

Le Parlement de centre-gauche a encore fait des siennes, au cours de la session d'été écoulée. Le budget de la culture a ainsi été massivement augmenté, un parc d'innovations a été accepté, des crédits internationaux pour l'environnement ont été augmentés et une révision législative pour « l'économie verte », mise sur les rails.

Pourtant, ce même Parlement n'était pas disposé à mettre à la disposition de l'armée les moyens promis. Dans la commission du National chargée de l'examen préalable, les représentants de l'UDC et ceux des partis du centre étaient encore d'accord : l'armée doit fixer un plafond obligatoire pour le financement de la réforme prévue. Dans la loi sur l'armée, il était prévu un montant minimal de 5 milliards de francs par an. Puis la volte-face : le PLR et le PDC se sont subitement écartés de ce compromis avant les délibérations en plénum du Conseil national.

Du point de vue de l'UDC, eu égard à la situation sécuritaire actuelle (p.ex. conflits en Ukraine ou en Syrie) et du risque terroriste en Europe, le minimum absolu serait une armée de 140'000 membres dotée d'un budget de 5,4 milliards de francs. Une telle armée de défense devrait être couplée à une organisation capable d'agir et adaptée aux situations de crise. C'est pourquoi la fraction UDC au Conseil national a défini une ligne rouge, un minimum absolu. Pour une armée de 100 000 hommes, le budget ne doit en aucun cas être inférieur à 5 milliards. À défaut, on ne peut garantir ni l'équipement de la troupe, ni sa capacité d'intervention.

Pour l'UDC, il n'y a aucun doute : si cette ligne rouge est franchie, on joue avec la sécurité de la population suisse. Le jeu est transparent. Sans montant impératif, l'armée (tout comme l'agriculture) pourra encore faire les frais d'expériences d'économies futures. Pour l'UDC, c'est hors de question !

Brunner

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse



Concours du 1^{er} août


Envoyez une photo de toi
avec le drapeau suisse!

La plus originale gagnera un Willy

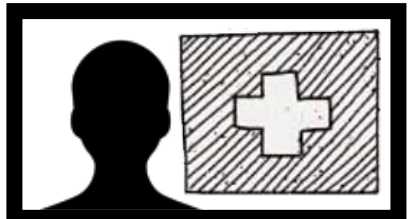




1 Envoyez-nous une photo originale de vous avec le drapeau Suisse
jusqu'au 3 août


sur Facebook: www.facebook.com/UDCch
ou
par E-Mail / web: gs@svp.ch / www.udc.ch/1er-aout/



2 Votez et faites voter pour votre photo sur le Facebook de l'UDC Suisse
du 4 au 10 août

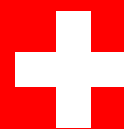
3 *Le 10 août à 12h00* les votes s'arrêtent et la personne qui a recueilli
le plus de voix sur sa photo gagne une mascotte officielle du «chien
de garde Willy» numérotée!



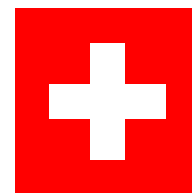
Rencontrez les parlementaires UDC les 31 juillet et 1^{er} août!
Plan de leurs différents discours: www.udc.ch/1er-aout/

**C'est l'occasion de
chanter en famille
le Cantique suisse!**

*Sur nos monts, quand le soleil
Annonce un brillant réveil,
Et prédit d'un plus beau jour le retour,
Les beautés de la patrie
Parlent à l'âme attendrie;
Au ciel montent plus joyeux,
Au ciel montent plus joyeux,
Les accents d'un cœur pieux,
Les accents émus d'un cœur pieux.*



«Le 1er août a aussi un aspect très sérieux.»



Nous célébrerons bientôt l'anniversaire de la Confédération. Quelle caractéristique de la Suisse appréciez-vous le plus?

Outre ses magnifiques paysages et sa diversité, c'est notre liberté : nous vivons dans un pays qui fonctionne et dont nous gouvernons la destinée. Nous devons tout faire pour que cela reste ainsi. Jetons un regard au-delà des frontières : une grande partie des turbulences et tensions politiques en Europe vient du fait que les gouvernements et les instances supranationales sans guère de légitimité démocratique prennent les décisions de façon hautaine, sans tenir compte des citoyens.

Quel sens attribuez-vous à la fête du 1er août ?

Pour moi, le 1er août est avant tout une fête populaire, qui reflète aussi la diversité de notre pays : ces dernières années, j'ai été invité dans toutes les régions de Suisse. Partout, les associations et la population organisent une célébration formidable. C'est à chaque fois très différent d'une région à l'autre.

«La menace terroriste croît partout en Europe. La Suisse n'est probablement pas une cible de premier plan, mais le risque augmente aussi pour nous.»

Mais le 1er août a aussi un aspect très sérieux. On fête la naissance de notre Confédération. C'est donc l'occasion de réfléchir à nos origines et au cap à prendre. En effet, en tant que citoyens et citoyennes nous portons la responsabilité de l'avenir de notre pays. Notre

prospérité n'est pas qu'un cadeau de la nature, mais le résultat de notre ordre libéral. Le remettre en cause, ce serait risquer de perdre notre prospérité.

Quand avez-vous pour la dernière fois fait partir vous-même une fusée ?

Cela doit faire plus de 30 ans. C'étaient les enfants qui s'en chargeaient.

Que pensez-vous de notre relation avec l'UE ?

Elle est entachée d'un malentendu fondamental : l'UE ne comprend pas que nous souhaitons rester un pays autonome et indépendant. Elle croit que nous voulons nous intégrer à l'UE. Peut-être aussi que nous n'exprimons pas toujours assez clairement que ce n'est pas notre but. Sinon, elle n'exigerait pas que nous nous soumettions à son droit et à ses juges. Si nous faisons cela, nous céderions notre indépendance et deviendrions de fait une partie de l'UE.

D'ici à 2030, la Suisse devrait compter jusqu'à 10 millions d'habitants. À votre avis, comment faire pour préserver nos valeurs et nos traditions dans ces conditions ?

Il nous appartient de décider si nous voulons réellement une Suisse à 10 millions d'habitants. Celle-ci n'aurait plus grand-chose en commun avec la Suisse que nous connaissons aujourd'hui. Un plateau bétonné, habité par une population qui, en sa grande majorité, n'a pas ses racines ici. Il serait illusoire de penser que nos valeurs et nos traditions y auraient encore une place importante. Mais comme je l'ai dit, le peuple peut stopper cette évolution et actionner le frein d'urgence.

Comment faire pour conserver notre autonomie à l'avenir ?

Nous y parviendrons si la population se prononce systématiquement en fa-

veur de la liberté et de l'indépendance lors des élections et votations. Le danger guette de toutes parts : d'une part, la pression de l'étranger, telle que nous l'avons vécue ces dernières années. D'autre part, en interne, certains cercles qui aimeraient voir la Suisse se rapprocher toujours davantage de l'UE. Heureusement, grâce à la démocratie directe, le peuple a toujours le dernier mot. Ce sont donc les citoyens qui décident de notre autonomie.

«L'UE ne comprend pas que nous souhaitons rester un pays autonome et indépendant. Elle croit que nous voulons nous intégrer à l'UE.»

Quelle importance revêtent les élections fédérales de l'automne prochain ?

Ce sont des élections très importantes, parce que le nouveau Parlement prendra des décisions dont les effets persisteront bien au-delà de quatre ans : il s'agit en premier lieu de notre rapport à l'UE et de l'immigration massive induite, d'une part, par la libre-circulation des personnes et, d'autre part, par les demandes d'asile. Le nouveau Parlement devra trouver des solutions de toute urgence. Les élections seront donc essentiellement une décision sur l'orientation à prendre sur ces thèmes centraux. Ceux qui voient d'un œil inquiet l'évolution du cours de l'UE ou l'immigration incontrôlée doivent donc impérativement se rendre aux urnes.

Serez-vous à nouveau candidat ?

Oui.



Le danger guette de toutes parts : d'une part, la pression de l'étranger, telle que nous l'avons vécue ces dernières années. D'autre part, en interne, certains cercles qui aimeraient voir la Suisse se rapprocher toujours davantage de l'UE.

De votre point de vue, dans quels domaines faut-il agir en priorité pour assurer la sécurité ?

Il y a deux domaines prioritaires. Premièrement, la sécurité intérieure: la criminalité nuit aujourd'hui considérablement à notre qualité de vie. Beaucoup de gens ont un sentiment d'insécurité. Nos citoyens ont droit à ce que leur vie, leur intégrité corporelle et leur propriété soient protégées. Il faut faire bouger les choses. Entre autres, les étrangers criminels doivent enfin être systématiquement renvoyés, comme le peuple l'a décidé.

Deuxièmement, nous devons à nouveau équiper notre armée de façon à ce qu'elle puisse maintenir la sécurité dans les situations de danger les plus diverses. N'oublions pas que les menaces se multiplient partout dans le monde. Écroulement de l'État au Moyen-Orient avec montée en puissance de l'État islamique, tensions croissantes entre Est et Ouest sur fond de guerre en Ukraine,

intensification de la menace terroriste islamiste...

Comment évaluez-vous le risque d'attentats terroristes en Suisse ?

La menace terroriste croît partout en Europe. La Suisse n'est probablement pas une cible de premier plan, mais le risque augmente aussi pour nous. Il existe des forces croissantes, aussi en Suisse, qui rejettent catégoriquement notre mode de vie occidental et notre ordre libéral. Des jeunes de notre pays ont même rejoint l'État islamique.

Comment percevez-vous le non du groupe UDC à la dernière réforme de l'armée ? Pouvez-vous encore garantir la sécurité du pays ?

Ces dernières années, l'armée a corrigé ses principaux défauts. Il manque cependant toujours les moyens financiers nécessaires pour équiper correctement tous les soldats en cas de besoin. Notre armée n'est donc que partiellement apte à remplir sa mission.

Nous planchons à présent sur une nouvelle armée, plus petite mais entièrement équipée, mobilisable à brève échéance et véritablement apte à intervenir. Or, tout cela n'est réalisable que si nous disposons d'un budget de 5 milliards de francs. Un montant inférieur compromet ce plan.

En votant non, l'UDC a fait en sorte que la question reste sur la table. Sans l'UDC, on aurait une fois de plus évité le sujet.

Revenons sur l'année 2015 : Pourriez-vous citer trois points desquels vous êtes satisfait, et trois dont vous êtes insatisfait (tous concernant le DDPS) ?

J'ai de bons collaborateurs, la loi sur les services de renseignement et en bonne voie et une réforme de l'armée qui corrige les défauts existants.

Ce dont je suis insatisfait, c'est du rythme souvent endormant et du manque de volonté de prendre des responsabilités.

Garder la mesure ! Réguler l'immigration

Au lieu de limiter l'immigration par des contingents et la préférence nationale, la Berne fédérale mise sur davantage d'intégration étatique, ce qui signifie ni plus ni moins que dépenser encore davantage de nos recettes fiscales. Limiter efficacement l'immigration ? La Berne fédérale n'y pense même pas en rêve. On n'est pas non plus disposé à restreindre le regroupement familial, ni à rendre l'accès aux institutions sociales plus difficiles, deux mesures qui auraient un effet marqué sur l'immigration. La volonté populaire est foulée aux pieds.



« Si l'on restreint l'immigration, des mesures d'accompagnement telles que, par exemple, une police des salaires, pourront sans problème être écartées. Cela aiderait l'économie et garantirait l'emploi. C'est la seule façon pour nous de rester un pays à l'économie prospère. »

FRANZ GRÜTER,
PRÉSIDENT DE L'UDC DU CANTON DE LUCERNE, EICH (LU)

« La Berne fédérale prétend que l'asile ne coûte rien aux communes – tout cela dans le but d'étouffer les résistances de la population. Pourtant, à Aarburg, les frais du social générés par le chaos de l'asile se chiffreront entre 1,5 et 3,0 millions de francs ces prochaines années. »

MARTINA BIRCHER,
CONSEILLÈRE COMMUNALE, AARBURG (AG)



Plus de 500 délégués ont adopté le 4 juillet à l'unanimité une lettre critique sur la gestion de l'asile, à l'intention de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga.



« Le département de Simonetta Sommaruga, de même que la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police sont incapables de résoudre les problèmes qui se posent dans le domaine de l'asile. Leur seule recette est d'ouvrir encore des centres supplémentaires pour les pseudo-réfugiés, plutôt que d'entamer le dur travail opérationnel de la mise en œuvre de la législation durcie en matière d'asile. C'est la raison pour laquelle le comité central de l'UDC a décidé à l'unanimité de demander aux sections cantonales et locales de lutter, chacune dans leur domaine, contre l'ouverture de nouveaux centres et l'attribution de requérants supplémentaires. »

TONI BRUNNER, CONSEILLER NATIONAL
PRÉSIDENT UDC SUISSE, EBNAT-KAPPEL (SG)



« L'UDC ne demande pas la suppression de l'aide sociale, nécessaire dans tout État moderne. Il se pose toutefois la question de la mesure. Le travail doit payer dans tous les cas. »

THOMAS MÜLLER,
CONSEILLER NATIONAL, RORSCHACH (SG)

« Le profil démographique des migrants met en évidence ce que chacun savait depuis longtemps, mais que les autorités refusent de voir: il ne s'agit pas de familles craignant pour leur vie et leur intégrité corporelle en raison de leur couleur de peau, de leur religion ou de leurs convictions politiques, mais bien de jeunes nomades économiques masculins, qui affluent vers l'Europe par la porte de l'asile. Ceux qui prennent le droit d'asile au sérieux doivent agir contre cet abus. »

ROGER KÖPPEL, CANDIDAT AU CONSEIL NATIONAL,
RÉDACTEUR EN CHEF WELTWOCHTE, KÜSNACHT (ZH)



Elections fédérales 18 octobre

Roger Köppel

Qu'est-ce qui vous motive à vous lancer en politique?

Le journaliste que je suis a été profondément choqué par ce qui s'est passé après l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse. Comment était-il possible que le Conseil

fédéral puisse s'excuser de cette décision du peuple et multiplier les pèlerinages à l'étranger? Cette attitude était symbolique à mes yeux de la mauvaise politique menée par la Berne fédérale. On refuse de prendre au sérieux les inquiétudes du peuple. Les décisions démocratiques

sont éludées, on court servilement derrière l'UE au lieu de défendre avec assurance la position de la Suisse. La gauche donne manifestement le ton au Palais fédéral. Alors je me suis dit que cela suffisait et qu'il fallait que j'aie me battre moi-même à Berne.

«Aujourd'hui, il faut prendre définitivement le parti pour la Suisse.»

Quelle Suisse défendez-vous ?

Pour une Suisse performante, indépendante et ouverte au monde. Ouverture au monde ne signifie cependant pas que nous laissons entrer des migrants clandestins et de la main-d'œuvre mal formée des quatre coins d'Europe, donc des

gens qui chargent aujourd'hui déjà nos institutions sociales. Je suis un fan de la démocratie directe et de l'autodétermination en général: reposant sur les piliers de l'indépendance, de l'autodétermination, du fédéralisme et de la neutralité armée, l'Etat suisse est un modèle à succès – que la Berne fédérale est en train de détruire. Je veux m'opposer activement

à cette tendance. J'espère que tous les élus politiques de droite serrent les rangs contre la gauche et oublient leurs divergences mesquines du passé. Il faut aujourd'hui définitivement prendre le parti de la Suisse!



Roger Köppel - candidat au Conseil national

rédacteur en chef et éditeur du magazine «Weltwoche»,
entrepreneur des médias et publiciste

date de naissance: 21 mars 1965

marié, 3 enfants



Magdalena Martullo-Blocher

Qu'est-ce qui vous motive à vous lancer en politique?

Dans mon activité de direction d'Ems-Chemie, la plus grande entreprise du canton des Grisons, je perçois quotidiennement les égarements de la politique nationale et leurs effets sur le canton et les communes, mais surtout sur notre entreprise et sur les citoyens. La politique fédérale actuelle est le résultat de connaissances techniques superficielles et de conclusions hâtives, tirées à la légère. La

sur-réglementation et le gonflement continu de l'État pèsent de plus en plus lourd sur l'économie et accablent les citoyens et citoyennes.

Les cantons et les citoyens sont progressivement privés de leurs compétences et mis sous tutelle. On trouve des exemples dans les domaines de l'environnement et de la sécurité, mais aussi en matière de souveraineté fiscale ou dans les systèmes sociaux. Il n'y a guère de secteur économique qui ne

souffre pas du foisonnement législatif et de la bureaucratie débordante. À Berne, on estime aujourd'hui que – à l'instar de ce qui se fait en Europe – tout doit être prescrit, réglementé, contrôlé. Nous n'en devenons que plus lourds et plus chers. Tout ne doit pas toujours être réglé au niveau national. La Suisse vit grâce aux personnes qui ont une pensée entrepreneuriale et de nouvelles idées. Dans les cantons et les communes, on est bien plus proche de la base.

«Il faut à nouveau plus d'entrepreneurs au Parlement.»

Quelle Suisse défendez-vous ?

Je m'engage pour une Suisse autonome et fédéraliste, avec une économie performante, une faible charge fiscale et des hommes et femmes politiques qui ont le courage de lutter pour préserver les points forts, les particularités et la liberté de la Suisse. C'est pourquoi je suis candidate au Conseil national sur la liste de l'UDC grisonne!

Il y a des thèmes importants à empoigner : l'abandon de la stratégie énergétique du Conseil fédéral, impraticable. La mise en œuvre de

l'initiative contre l'immigration de masse sans intégration institutionnelle et la réforme fiscale III, avec des conditions fiscales toujours intéressantes.

Par ma candidature, je donne aussi un signal en faveur du système de milice en politique, qui nous distingue de l'étranger et des philosophies hautaines de tours d'ivoire. Malheureusement, les entrepreneurs ayant une expérience internationale sont de plus en plus rares dans notre Parlement. Les principes entrepreneuriaux tels que l'indépendance, l'efficacité et le pragmatisme doi-

vent retrouver une place plus importante dans les décisions politiques. Il y a beaucoup à faire et des questions importantes à traiter. On aurait tort de les laisser aux seuls théoriciens.



Magdalena Martullo-Blocher

candidate au Conseil national

Cheffe d'entreprise EMS-CHEMIE

date de naissance: 13 août 1969

mariée, 3 enfants



Stopper les abus et la coûteuse expansion de l'industrie du social

Sous l'influence marquée de l'industrie sociale, l'aide sociale est passée d'un coup de pouce temporaire pour les personnes en situation de détresse à un « revenu étatique de base ». Les coûts de l'aide sociale ont doublé ces dernières années. L'accueil généreux de requérants d'asile dans notre pays et l'immigration massive qui ne faiblit pas entraîneront en plus dans les années à venir une explosion des coûts de l'aide sociale, qui devra être supportée par ceux et celles qui travaillent. L'industrie du social, les exécutifs et les autres partis s'accommodent des ressentiments croissants et des tensions sociales de plus en plus aiguës et ne prennent pas de contre-mesures efficaces. L'UDC veut que l'aide sociale redevienne ce qu'elle était à l'origine : une aide transitoire permettant aux personnes sur place qui en ont réellement besoin de s'en sortir.

par Thomas Müller, conseiller national, président de Rorschach (SG)

Les dépenses des cantons et des communes en matière d'aide sociale ont doublé entre 2003 et 2012, atteignant alors la somme pharaonique de 2,4 milliards de francs. L'explosion des coûts de l'aide sociale n'était pas due à une augmentation imprévisible des cas de pauvreté, mais à des prestations de base trop élevées, aux abus et à une vision du monde socio-romantique de l'industrie sociale. La soignant professionnalisation, c.-à-d. le recours de plus en plus fréquent et souvent disproportionné à des spécialistes tels que des juristes, fiduciaires, psychologues, coaches et conseillers sociaux, a rendu le système encore plus cher et conduit à une prise en charge excessive et à une pathologisation des personnes dans le besoin.



«La solidarité prend fin là où les abus et les excès conduisent manifestement à des injustices. Il ne faut pas croire que l'explosion des coûts résulte d'une augmentation imprévisible du nombre de cas de pauvreté; elle est bien plus la conséquence de prestations de base trop élevées, d'abus et du romantisme social de l'industrie du social.»

Thomas Müller, conseiller national et président de Rorschach (SG)

Le chaos de l'asile et l'immigration de masse mettent l'aide sociale en péril

En 2013, 46,7% des bénéficiaires de l'aide sociale étaient des étrangers. Sachant que les étrangers représentent 23,8% de la population globale, la proportion d'étrangers à l'aide sociale est deux fois supérieure. Mais ce n'est pas

tout : de nombreux étrangers ne travaillent pas, alors qu'ils seraient à même de le faire et que la loi les y autorise. Les derniers chiffres montrent que cela concerne par exemple 91% des Erythréens. Dans le domaine de l'asile, plus de huit personnes sur dix perçoivent l'aide sociale. Les communes qui hébergent des

Le saviez-vous?

Il ne vaut plus la peine de travailler!

Voici les conséquences de la politique sociale égalitariste voulue par la gauche:

Les dépenses des cantons et des communes pour l'aide sociale ont doublé entre 2003 et 2012 pour atteindre le montant exorbitant de 2,4 milliards de francs. Pourquoi?

- parce qu'une immigration illimitée et plus de 30 000 demandes d'asile par an ruinent de plus en plus nos institutions sociales et avec elles les cantons et les communes;
- parce que 46,7% des bénéficiaires de l'aide sociale sont des étrangers (2013), soit deux fois plus que la part des étrangers à la population totale de la Suisse;
- parce que 82,8% des personnes du domaine de l'asile touchent l'aide sociale alors qu'elles auraient le droit de travailler.

Coûts complets d'un exemple réel, mais anonymisé :

Famille d'étrangers avec 3 enfants	
Besoins essentiels, soit nourriture, vêtements, consommation d'énergie, tenue du ménage et soins de santé, mais aussi produits de tabac, transports, téléphone, poste, cotisations à des associations et petits cadeaux ainsi que divertissements et formation, par ex., radio/TV, sports, jouets, journaux, livres, cinéma et animaux domestiques	2'386.- CHF/mois
Frais de logement	1'305.- CHF/mois
Caisse-maladie (y compris réduction des primes)	417.- CHF/mois
Allocation d'intégration minimale	100.- CHF/mois
Crèche pour les enfants, cours d'allemand, assurance mobilier, franchise de la caisse-maladie, frais de dentiste	1'654.- CHF/mois
Total des prestations (montant exonéré d'impôt!)	5'862.- CHF/mois

Aucune incitation à chercher du travail!

A qui la faute?

Dominée par la gauche, l'industrie du social saigne notre système social. L'immigration illimitée et l'afflux de plus de 30 000 requérants d'asile par an menacent le financement de l'aide sociale et accroît le risque de tensions sociales dans la population. Et, en fin de compte, il n'y aura plus assez d'argent pour les personnes réellement nécessiteuses de notre pays.

Informations supplémentaires sur www.udc.ch

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne
Avec un don sur le CCP 30-8828-5 vous soutenez la publication de cette annonce.



requérants passent ainsi deux fois à la caisse. Mais là aussi, on nous cache la véritable ampleur des coûts. Notre système social généreux attire purement et simplement les réfugiés. Le système d'asile coûte déjà près de 3 milliards de francs par an au contribuable. À cela s'ajoutent les 3 milliards consacrés à l'aide au développement. C'est d'autant plus choquant lorsque les étrangers, voire les requérants d'asile, ont davantage d'argent en poche que les citoyens qui travaillent.

L'UDC l'exige : le travail doit à nouveau payer

L'UDC ne veut ni la suppression de l'aide sociale, ni une réduction générale des prestations. Mais les évolutions dans le mauvais sens la rendent aujourd'hui injuste – injuste vis-à-vis de ceux qui, par leurs propres efforts et par leurs impôts, doivent financer l'entretien des autres. C'est pourquoi elle exige que le travail paie en tous les cas. Notre aide sociale ne doit pas récompenser les abus et la paresse. Les autorités locales doivent jouir d'une plus large de manœuvre et il doit être clair que personne n'a en principe un droit à des prestations allant au-delà de la garantie provisoire d'un toit, de nourriture et de soins médicaux de base.

«L'UDC ne veut ni la suppression de l'aide sociale, ni une réduction générale des prestations. Mais les évolutions dans le mauvais sens la rendent aujourd'hui injuste – injuste vis-à-vis de ceux qui, par leurs propres efforts et par leurs impôts, doivent financer l'entretien des autres.»

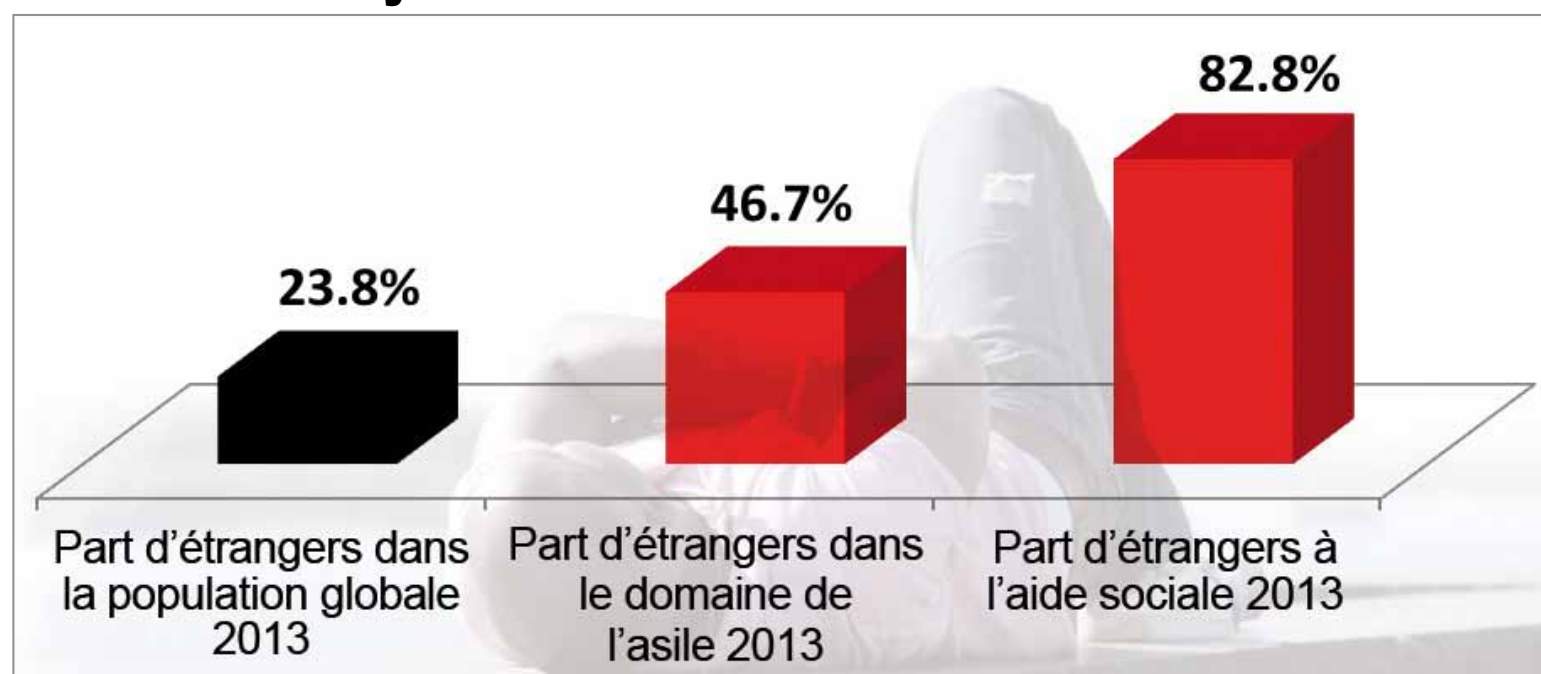


Albert Rösti, conseiller national et président de la commune de Uetendorf (BE)

L'UDC exige donc :

- L'aide sociale doit être calculée de telle façon que le travail paie dans tous les cas. Il faut effectuer une évaluation individuelle de chaque cas, et prévoir des prestations de base de faible montant ainsi qu'une obligation de travailler. L'évaluation doit tenir compte de l'âge, de la situation familiale, du revenu précédent, de la durée de séjour en Suisse, mais aussi de l'engagement et de la volonté de travailler;
- l'autorisation de séjour des immigrés doit être strictement subordonnée à la condition de ne pas percevoir l'aide sociale à titre régulier, faute de quoi le titre de séjour sera retiré;
- la sortie des communes, villes, cantons et services administratifs de la CSIAS et la transparence des coûts au niveau communal;
- le renforcement de l'autonomie communale en matière d'assistance, car seul l'ancrage local permet une protection adéquate contre les abus et une aide digne pour s'en sortir;
- principalement pour les jeunes, les requérants d'asile, les touristes du social et les bénéficiaires non coopératifs, l'application d'un minimum d'existence absolu formulé en droit fédéral. Les étudiants n'ont pas droit à l'aide sociale.

Bénéficiaires étrangers de l'aide sociale en Suisse. 8 personnes sur 10 dans le système de l'asile touchent l'aide sociale



Commandez du matériel pour vos événements!



Téléphone 031 300 58 58 / Mail: info@udc.ch

Drapeaux et encore plus d'articles sous:

www.udc.ch/parti/shop

dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

BIEN PLUS QU'UNE IMPRIMERIE ...

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

Felix Glutz
Traduction, Rédaction, Relecture

Pour vos traductions:
Mobile : 079/372 79 74
felix@adapteam.ch
www.adapteam.ch

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Plus de **60'000 lecteurs** en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58**
ou par e-mail à franc-parler@udc.ch.

Éligible dans tout le Canton de Berne!

Thomas Fuchs

à nouveau au Conseil national

Directeur de l'association des contribuables, membre de l'association suisse des banquiers, député au Grand conseil, membre de la commission de justice et président de l'organe de supervision du bureau du procureur général, colonel de l'armée suisse, président de l'association des samaritains, du comité d'information hors-parti (PIKOM) et PRO LIBERTATE, éditeur de journaux



Liste 1

www.nein.eu



IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC - mai 2015 | Tirage: 5'000 | - Prix Fr. 35.- annuel - publié mensuellement - Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, Parlament.ch, Peter Schaub.

L'UDC proche de vous



«UDC proche de vous» le 3 juillet à Kerns (OW) avec Toni Brunner, Christoph Blocher, Peter Keller, Ueli Maurer et d'autres personnalités de l'UDC. L'ancien conseiller national Christoph von Rotz (à gauche) et le conseiller national Albert Rösti recueillent des signatures en faveur de l'initiative pour l'autodétermination.



Promenade du 3 juillet à Davos (GR): Le député Jan Koch (gauche) et le conseiller national Heinz Brand sont concentrés à la tâche au stand-raclette de l'UDC grisonne.



Marché du 13 juin à Lausanne (VD): Beaucoup de passants intéressés par la politique ont saisi l'occasion pour s'informer sur les événements actuels à Lausanne, ici avec le député et vice-président de l'UDC Suisse, Claude-Alain Voiblet.



Plus pour votre argent
www.kia.ch

Plus d'espace
pour la vie.

Swiss Eco Edition

cee'd Sportswagon

Pack Euro de CHF

6 100.-*

inclus équipement
supplémentaire
par rapport au
modèle Trend

Équipement supplémentaire Swiss Eco Edition:
Système de navigation avec caméra de recul,
capteurs de stationnement arr., climatisation
aut. à bi-zone, inserts au design ronce de noyer
(intérieur), sièges tissu (Color Pack 1), rétroviseur
intérieur électrochrome, capteur de lumière
et de pluie, 4 roues d'hiver en alliage léger 16",
jeu de tapis, protection soleil/gel pour le
pare-brise (couverture), Safety
Bag, Schlauchi, Swiss Eco
Edition Badge.

HVS Zürich

Kia cee'd + cee'd Sportswagon



The Power to Surprise

La cee'd Sportswagon est un break grand volume multifonctionnel hors du commun qui se révèle idéal pour la famille, les vacances, les affaires et les loisirs. Tout comme la cee'd cinq portes, elle est charismatique, dynamique et jouit d'un design ultramoderne. Les deux modèles se distinguent par leur technologie high-tech et impressionnent par leur charme sportif et leur équipement raffiné et complet.

cee'd Sportswagon 1.6 L GDi 135 ch dès CHF 26 777.- (équipement supplémentaire de CHF 6 100.- inclus)

cee'd 1.6 L GDi 135 ch dès CHF 25 777.- (équipement supplémentaire de CHF 6 100.- inclus)

Modèles illustrés: Kia cee'd (cee'd_sw) 1.6 L GDi man. Swiss Eco Edition CHF 25 777.- (CHF 26 777.-), 5,2 (5,9) l/100 km, 119 (131) g/km de CO₂, catégorie de rendement énergétique C (D).
cee'd (cee'd_sw) 1.4 L CRDi man. Swiss Eco Edition CHF 26 777.- (CHF 27 777.-), 4,0 (4,2) l/100 km, 105 (109) g/km de CO₂, catégorie de rendement énergétique A (A).
cee'd (cee'd_sw) 1.6 L CRDi man. Swiss Eco Edition CHF 27 777.- (CHF 28 777.-), 3,7 (4,2) l/100 km, 97 (110) g/km de CO₂, catégorie de rendement énergétique A (A), moyenne de tous les véhicules neufs vendus en Suisse: 144 g/km de CO₂ (prix de vente conseillé, TVA incluse). * Cette action est valable sur les véhicules signalés jusqu'au 30.6.2015 ou jusqu'à épuisement des stocks.



Exemple de calcul leasing à 3,9%: cee'd (cee'd_sw) 1.6 L GDi Swiss Eco Edition, prix catalogue CHF 25 777.- (CHF 26 777.-), mensualité CHF 298.90 (CHF 310.50), taux d'intérêt 3,9%, taux d'intérêt annuel effectif 3,97%, durée 48 mois, 10 000 km/an, acompte spécial 15% (facultatif), caution 5% du montant de financement (CHF 1 000.- min.), casco complète obligatoire non comprise. Le partenaire de leasing est MultiLease SA. L'octroi du crédit est interdit s'il entraîne un surendettement du consommateur.



PICANTO



NEW RIO



SOUL



SOUL EV



NEW VENGAR



PRO_CEE'D GT



CEE'D GT



CARENS



OPTIMA HYBRID



SPORTAGE



NEW SORENTO

Kia Motors SA, 5745 Safenwil, 062 788 88 99

Moratoire dans l'asile et contrôles aux frontières!

Accepté sans le moindre esprit critique par le Conseil des Etats, le projet de réforme de la conseillère fédérale Sommaruga n'apporte pas une seule solution au chaos qui règne actuellement dans le secteur de l'asile. Il est strictement inutile contre l'augmentation massive de migrants économiques.

Les représentants du groupe parlementaire UDC ont fait lors de la séance de la Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-CN) des 29 et 30 juin 2015 une proposition de non-entrée en matiè-

re sur le projet de restructuration du secteur de l'asile. La ministre en charge de ce dossier et les responsables qu'elle a nommés ont complètement échoué dans leur tâche. Malgré la législation en vigueur, ils ont été incapables de gérer correctement le secteur de l'asile dans l'intérêt de la population suisse. Des migrants économiques, des immigrants clandestins et autres délinquants mènent les autorités suisses par le bout du nez, provoquent des coûts par milliards de francs à la charge des contribuables suisses et compromettent la sécurité de notre pays.

La réforme Sommaruga renforce les effets contreproductifs et les problèmes du système actuel. Aujourd'hui déjà, un nombre totalement disproportionné de demandes sont acceptées et les personnes dont la demande a été rejetée sont en grande partie „admissibles provisoirement“. C'est dire qu'en réalité elles peuvent rester définitivement en Suisse. Les requérants qui pourraient et qui devraient être renvoyés ne le sont pas, car la responsable du DFJP

se moque complètement de l'exécution des décisions. Au lieu d'appliquer fidèlement la révision de la loi sur l'asile voulue par le peuple suisse (refus de l'asile aux prétendus objecteurs de conscience érythréens et installation des requérants récalcitrants dans des centres spéciaux), Madame Sommaruga préfère mettre à disposition des requérants un avocat gratuit, ce qui augmentera encore une fois le coût de l'asile et rendra la Suisse encore plus intéressante pour les migrants de tous bords. Les premières victimes de cette mauvaise politique sont les cantons, les communes et finalement la population suisse.

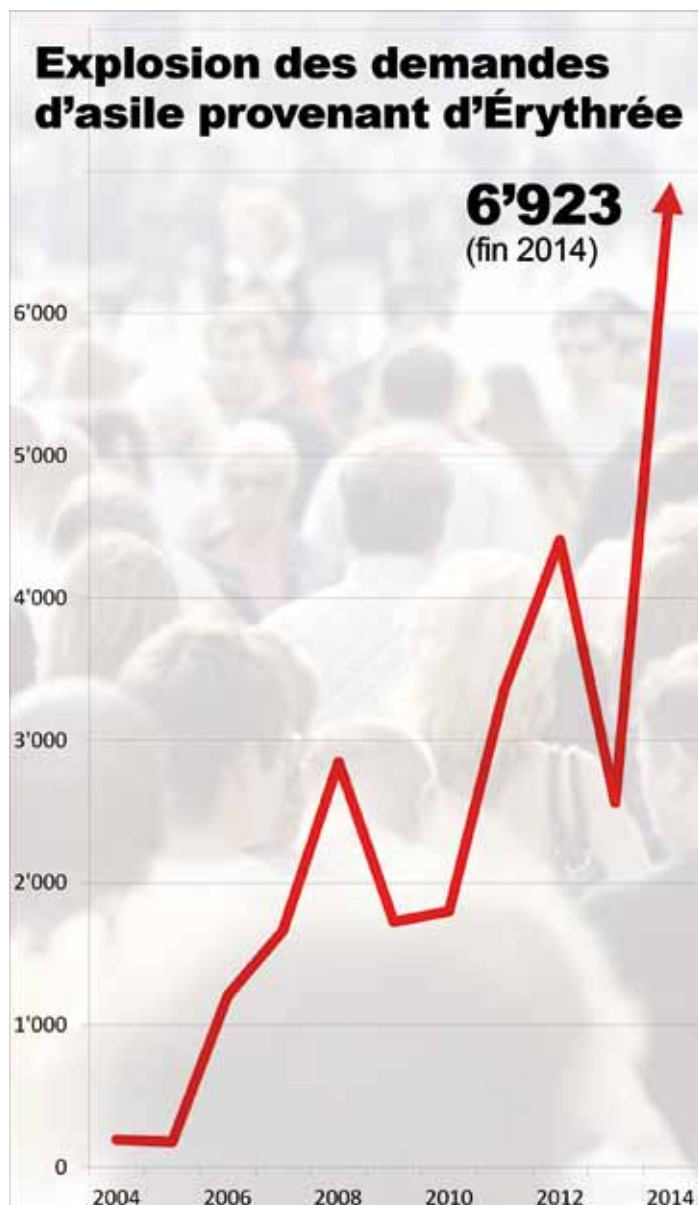
«Des migrants économiques, des immigrants clandestins et autres délinquants mènent les autorités suisses par le bout du nez.»

Que faut-il faire?

En lieu et place de cette réforme contreproductive, la Confédération doit immédiatement imposer un moratoire en matière d'asile, donc refuser pendant au moins un an de reconnaître une demande d'asile et d'instaurer un contrôle systématique aux frontières. Le groupe parlementaire UDC a déposé une motion dans ce sens durant la dernière session d'été.



*Céline Amaudruz,
conseillère nationale,
membre de la CIP,
Genève (GE)*



Les demandes de l'Érythrée ont à nouveau explosé, malgré l'adoption d'une réforme. Durant le seul mois de mai 2015, 807 demandes d'Erythréens ont été enregistrées. Cela prouve bien que cette réforme est inutile et que d'autres mesures sont nécessaires.

Fête du parti et coup d'envoi des élections 22 août à Luzisteig (GR)

Vous êtes toutes et tous les bienvenus!

Programme:

- dès 9h30 Musique du jeune groupe folk-rock Rebels de Zernez
- 10h30 Ouverture avec l'hymne national
- 10h35 Salutations du président de l'UDC Grisons
Heinz Brand, conseiller national, Klosters (GR)
- 10h40 Ouverture par le président du parti, Toni Brunner
- 10h45 Chanson d'Heidi jouée par le groupe Rebels
- 10h50 Mise en scène: liberté et autodétermination - Heidi à l'Alpöhi
- 11h00 Quand la Suisse était encore libre – un regard sur l'histoire
Christoph Blocher, vice-président UDC Suisse, Herliberg (ZH)
- 11h15 Mise en scène: ingérence extérieure - Heidi à Francfort
- 11h25 Non au rattachement à l'UE
Natalie Rickli, conseillère nationale, Winterthur (ZH)
- 11h40 Mise en scène: Libre - Heidi de retour sur l'alpage
- 11h50 Se battre pour l'autodétermination et la liberté
Adrian Amstutz, conseiller national, président du groupe UDC, Sigriswil (BE)
- 12h00 Se lever tous ensemble pour la Suisse
Céline Amaudruz, conseillère nationale, Genève (GE)
- 12h10 Chanson de la liberté interprétée par Willy Tell
- 12h15 Pause de midi
- 13h30 Intermède: musique populaire avec Linda Fähr
- 14h00 Le Pacte fédéral: Peter Keller, conseiller national, Hergiswil (NW)
- 14h10 La promesse électorale: Albert Rösti, chef de la campagne
- 14h15 Promesse électorale de toutes les candidates et de tous les candidats de Suisse
- 14h30 Fin conviviale de l'assemblée avec Linda Fähr



Willy Tell



Linda Fähr

Union Démocratique du Centre UDC - Case postale 8252, 3001 Berne
Tel. 031 / 300 58 58, Fax 031 / 300 58 59, E-Mail sg@udc.ch

Talon d'inscription

Merci de m'envoyer carte(s) d'invitation!

Coup d'envoi des élections, 22 août 2015 à St. Luzisteig (GR)

Nom / Prénom

Rue / n°

Code postal / Lieu Canton

Merci de vous inscrire au plus tard jusqu'au lundi 17 août 2015.